

188/2017 - 8 décembre 2017

Protection sociale en 2015

Près du tiers du PIB de l'UE consacré à la protection sociale

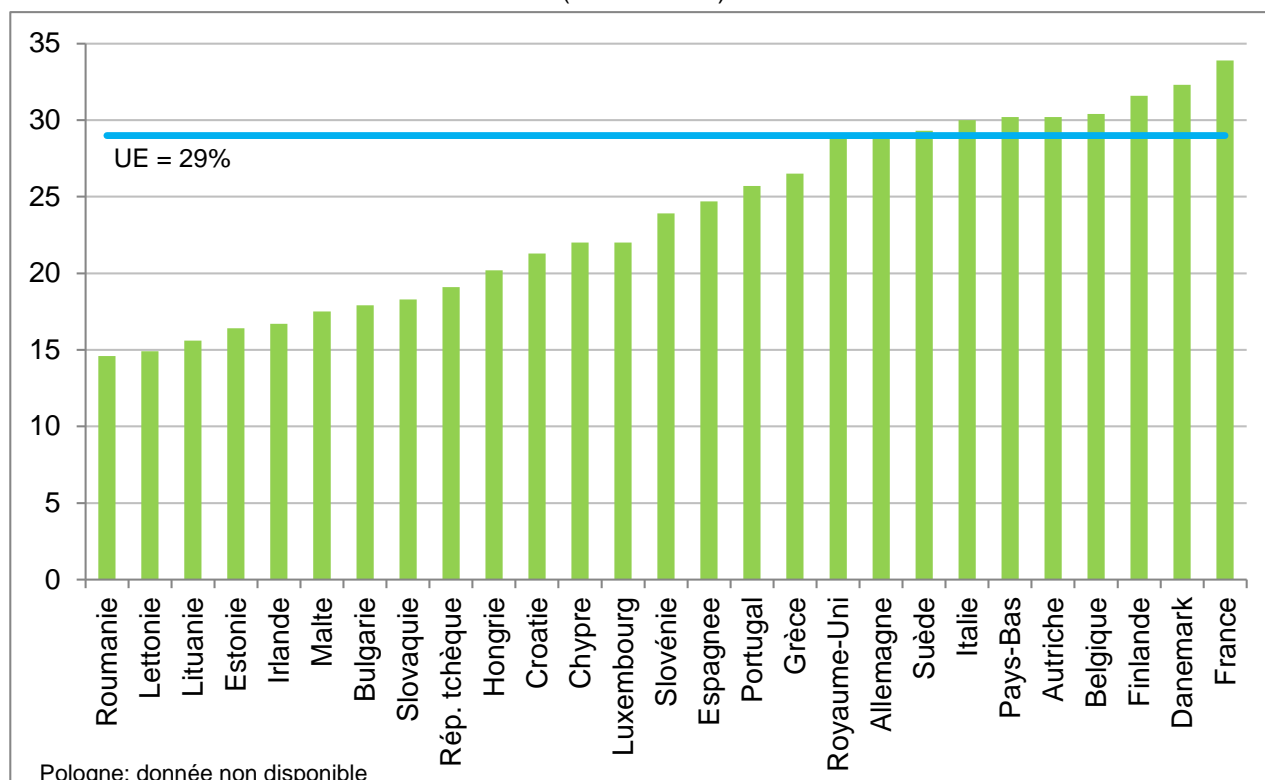
Ratios les plus élevés en France, au Danemark et en Finlande

Depuis 2010, les dépenses de protection sociale ont légèrement augmenté dans l'Union européenne (UE), passant de 28,6% du PIB en 2010 à 29,0% en 2015, selon les données d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. En 2015, les deux principales sources de financement de la protection sociale au niveau de l'UE étaient les cotisations sociales et les contributions publiques provenant des impôts, représentant respectivement 54% et 43% des recettes totales.

La moyenne de l'UE continue de masquer de fortes disparités entre les États membres. En 2015, les dépenses de protection sociale s'élevaient au moins à 30% du PIB en France (34%), au Danemark et en Finlande (32% chacun), en Belgique, aux Pays-Bas, en Autriche ainsi qu'en Italie (30% chacun). En revanche, les dépenses de protection sociale étaient inférieures à 20% du PIB en Roumanie et en Lettonie (15% chacune), en Lituanie et en Estonie (16% chacune), en Irlande (17%), à Malte, en Bulgarie et en Slovaquie (18% chacun) ainsi qu'en République tchèque (19%).

Ces écarts reflètent des différences de niveaux de vie, mais illustrent également la diversité des systèmes nationaux de protection sociale ainsi que des structures démographiques, économiques, sociales et institutionnelles propres à chaque État membre.

Dépenses de protection sociale dans les États membres de l'UE, 2015
(en % du PIB)



Fortes variations des dépenses de protection sociale par habitant entre États membres

En 2015, les dépenses de protection sociale par habitant, exprimées en SPA (standards de pouvoir d'achat) qui permet d'éliminer les différences de niveaux de prix entre les pays, révélaient de grandes différences entre États membres de l'UE. Après le **Luxembourg** (voir note pays), les dépenses les plus élevées par habitant étaient enregistrées au **Danemark** et en **Autriche** (à plus de 11 000 SPA). À l'opposé, les dépenses par habitant les plus faibles ont été relevées en **Roumanie**, en **Bulgarie** et en **Lettonie** (moins de 3 000 SPA).

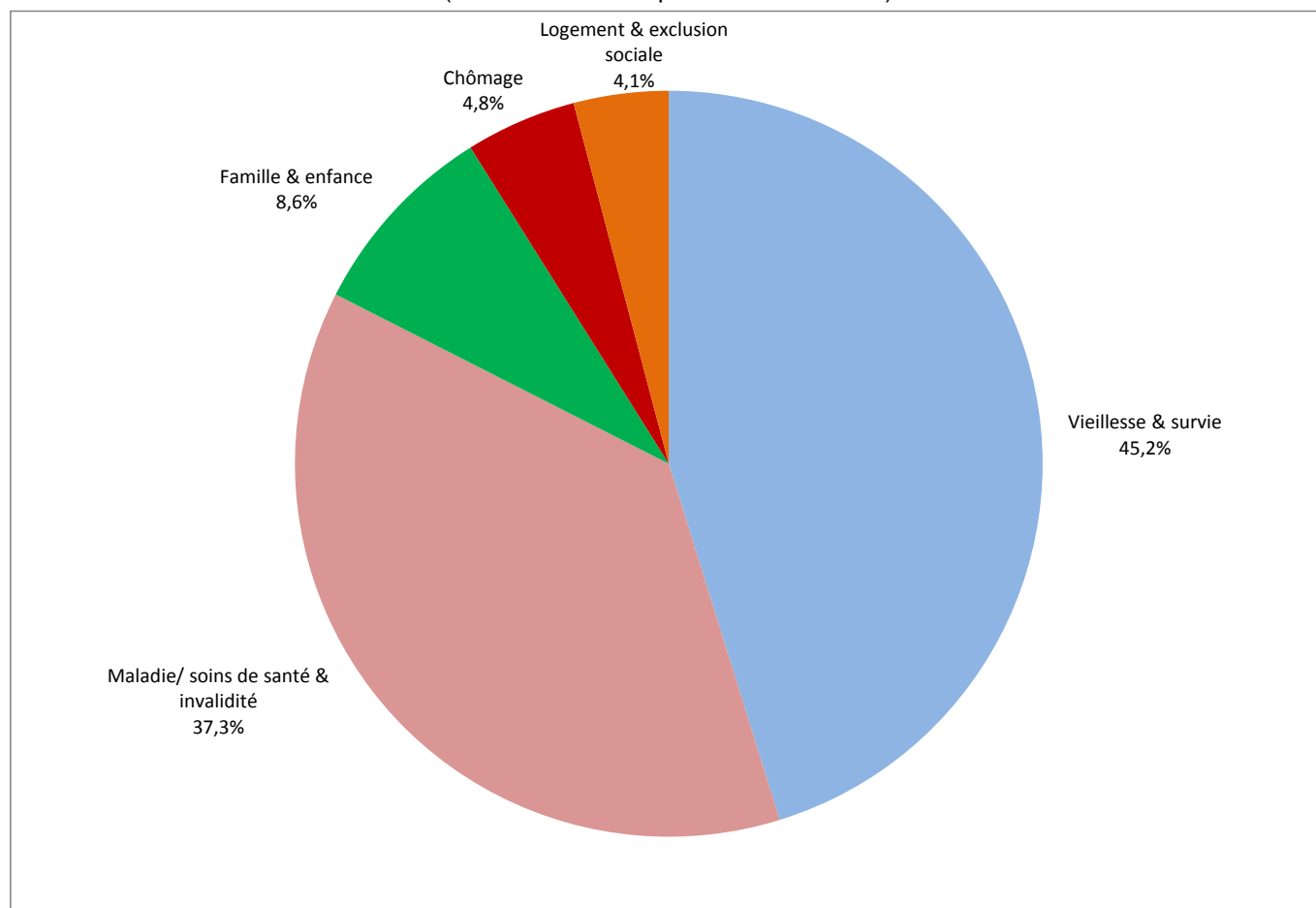
Part plus élevée des pensions de vieillesse et de survie en Grèce, Italie et Portugal

En moyenne dans l'UE, les pensions de vieillesse et de survie représentaient 45% des prestations sociales totales en 2015 et constituaient la principale dépense de protection sociale dans quasiment tous les États membres. La part des pensions de vieillesse et de survie dans le total des prestations sociales était la plus élevée en **Grèce** (65%), en **Italie** et au **Portugal** (58% chacun), en **Roumanie** et à **Chypre** (55% chacun). En revanche, les proportions les plus faibles ont été enregistrées en **Irlande** (33%), au **Luxembourg** et en **Allemagne** (39% chacun), au **Royaume-Uni** (41%) ainsi qu'en **Belgique** (42%).

Les prestations de maladie, de soins de santé et d'invalidité constituaient, en 2015, 37% des prestations sociales totales dans l'UE. Parmi les États membres, la part de ces dépenses variait de 26% à **Chypre** et en **Grèce** à plus de 40% en **Croatie** (46%), en **Allemagne** et aux **Pays-Bas** (43% chacun), au **Royaume-Uni** (41%) ainsi qu'en **Slovaquie** (40%).

En moyenne dans l'UE en 2015, les prestations familiales représentaient un peu moins de 9% des prestations sociales totales, les prestations de chômage 5% et les prestations liées au logement et à l'exclusion sociale 4%. La part des prestations familiales s'échelonnait de 4% aux **Pays-Bas** à quasiment 16% au **Luxembourg**. La part des prestations de chômage variait de moins de 1% du total en **Roumanie** à 12% en **Irlande**, et celle des prestations liées au logement et à l'exclusion sociale de moins de 1% en **Grèce**, en **Estonie**, au **Portugal** ainsi qu'en **Italie** à 8% à **Chypre** et 7% au **Danemark** ainsi qu'au **Royaume-Uni**.

Dépenses de protection sociale par fonctions principales dans l'UE, 2015
(en % du total des prestations sociales)



Dépenses de protection sociale, 2015

	Dépenses				Prestations par fonction, en % du total des prestations sociales, 2015				
	en % du PIB			En milliers de SPA par habitant, 2015	Famille & enfance	Chômage	Maladie/ soins de santé & invalidité	Vieillesse & survie	Logement & exclusion sociale
	2010	2014	2015						
UE*	28,6	28,7	29,0	:	8,6	4,8	37,3	45,2	4,1
Belgique	29,4	30,2	30,4	10,3	7,3	10,7	37,4	41,5	3,1
Bulgarie	17,0	18,5	17,9	2,7	11,0	2,9	34,4	50,2	1,6
Rép. tchèque	20,1	19,7	19,1	5,2	8,8	2,7	38,3	47,3	3,0
Danemark	32,4	32,9	32,3	11,3	11,2	4,9	33,2	43,8	7,0
Allemagne	29,8	29,0	29,2	10,8	11,4	3,7	42,9	39,1	3,0
Estonie	17,6	15,1	16,4	3,7	12,8	2,7	39,9	43,9	0,7
Irlande**	25,3	21,8	16,7	7,5	12,4	12,2	38,5	32,9	4,1
Grèce	25,9	26,1	26,5	5,2	4,1	4,0	25,9	65,4	0,6
Espagne	24,6	25,4	24,7	6,3	5,3	9,0	34,5	49,8	1,4
France	32,9	34,2	33,9	10,8	7,7	6,2	34,9	45,6	5,5
Croatie	21,1	21,6	21,3	3,6	7,1	2,4	45,7	43,8	1,1
Italie	28,9	29,9	30,0	8,2	6,0	5,9	28,9	58,3	0,9
Chypre	19,9	21,7	22,0	5,2	6,2	5,7	25,5	54,9	7,7
Lettonie	18,3	14,5	14,9	2,8	10,7	4,0	33,9	50,2	1,3
Lituanie	19,0	15,2	15,6	3,5	7,5	3,4	39,5	47,3	2,3
Luxembourg	22,7	22,7	22,0	15,0	15,5	6,6	35,7	38,5	3,7
Hongrie	22,6	19,9	20,2	4,3	12,0	1,6	35,1	49,2	2,1
Malte	19,3	18,3	17,5	4,6	6,7	3,0	36,6	51,2	2,5
Pays-Bas	29,7	30,9	30,2	11,0	3,9	5,2	42,5	42,4	6,0
Autriche	29,8	30,0	30,2	11,0	9,6	5,6	32,1	50,3	2,3
Pologne	19,7	19,1	:	:	:	:	:	:	:
Portugal	25,8	26,9	25,7	5,6	4,7	4,6	31,6	58,3	0,9
Roumanie	17,3	14,8	14,6	2,6	8,8	0,7	34,0	55,2	1,3
Slovénie	24,4	24,1	23,9	5,7	7,6	2,7	38,1	48,3	3,3
Slovaquie	18,2	18,5	18,3	4,3	9,1	2,9	40,1	45,9	2,0
Finlande	29,3	31,9	31,6	10,1	10,3	8,5	33,7	42,5	5,1
Suède	28,6	29,5	29,3	10,2	10,5	3,7	37,9	43,1	4,9
Royaume-Uni	29,1	27,5	28,8	8,5	9,6	1,4	40,8	41,2	7,0
Islande	23,3	23,9	23,0	8,0	11,1	2,4	52,2	28,7	5,6
Norvège	25,2	26,0	27,9	12,6	11,9	2,4	46,4	35,8	3,5
Suisse	25,5	27,0	27,6	11,7	6,1	3,7	38,9	48,0	3,4

* Les agrégats UE 2015 ne comprennent pas la Pologne dont les données ne sont pas disponibles.

** Le produit intérieur brut irlandais, utilisé comme dénominateur dans les ratios présentés dans ce communiqué de presse, a été fortement affecté par le transfert en Irlande, depuis des pays situés en dehors de l'UE, des bilans de grandes entreprises multinationales. De plus amples informations sont disponibles [ici](#).

: Donnée non disponible

Les données sources sont consultables [ici](#) (dépenses) et [ici](#) (prestations par fonction).

Informations géographiques

L'**Union européenne** (UE) comprend la Belgique, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Les données UE de 2015 présentées dans ce communiqué ne comprennent pas la Pologne dont les données ne sont pas disponibles.

Méthodes et définitions

Les **dépenses et recettes de protection sociale** sont calculées selon la méthodologie du manuel SESPROS (Système européen de statistiques intégrées de protection sociale). Les dépenses incluent les prestations sociales, les dépenses de fonctionnement et les autres dépenses liées aux régimes de protection sociale. Les prestations sociales sont exprimées en valeur brute: leur valeur représente ce que les régimes résidents de protection sociale ont déboursé avant toute déduction de l'impôt sur le revenu ou autres prélèvements obligatoires à payer sur les prestations par les bénéficiaires. Des informations plus détaillées sont disponibles dans le manuel et guide de l'utilisateur SESPROS (en anglais), disponible sur le site internet d'Eurostat. Les données sur les dépenses (brutes) et les recettes sont exprimées en termes nominaux, c'est-à-dire à prix et taux de change courants. Les données sont provisoires pour un certain nombre d'États membres.

Le **standard de pouvoir d'achat (SPA)** est une unité monétaire artificielle de référence qui permet d'éliminer les différences de niveaux de prix entre les pays. Un SPA permet ainsi d'acheter le même volume de biens ou de services dans tous les pays. Cette unité permet des comparaisons significatives d'indicateurs économiques en volume entre plusieurs pays. Les SPA utilisés ici sont ceux correspondant à l'agrégat des comptes nationaux "consommation individuelle effective".

Note pays:

Luxembourg: L'indicateur "dépense par habitant" est calculé d'après la population résidente. Par conséquent, les données du Luxembourg sont surestimées par rapport aux autres pays, car une part importante des prestations est versée à des personnes vivant en dehors du pays (principalement des dépenses de santé, de retraite et de prestations familiales).

Plus d'informations

Section du site web d'Eurostat consacrée au système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS).

Base de données d'Eurostat sur la protection sociale.

Métadonnées d'Eurostat sur la protection sociale (disponibles en anglais uniquement).

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Renata PALEN
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Production des données:

Gilberto GAMBINI
Tél: +352-4301-35 806
estat-esspros@ec.europa.eu



ec.europa.eu/eurostat



[@EU Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)



[EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)



Demandes média: Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu